



l'Allemagne entend aller vers un abandon des énergies fossiles alors que les renouvelables ne constituent encore que 46 % du mix allemand. Photo Ina Fassbender/AFP

Les 100 milliards du plan Merkel sur le climat suscitent les critiques

- Les partis de la coalition d'Angela Merkel ont ficelé dans la douleur un paquet mêlant incitations sociales et instruments de marché, avec l'introduction de certificats d'émission pour les transports et l'immobilier.
- Un plan déjà critiqué par l'industrie et les ONG.

ENVIRONNEMENT

Nathalie Steiwer

Après un été et un dernier marathon de négociations dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement allemand est parvenu à un accord sur son plan d'action pour le climat. La pression était intense, avec plus de 270.000 manifestants suivant le mouvement Fridays for Future à quelques pas de la chancellerie à Berlin. Le résultat est de taille : 54 milliards d'euros devraient être investis d'ici à 2023 et jusqu'à 100 milliards d'ici à 2030 pour réduire les émissions de CO₂. Le tout sans déroger au principe sacré en Allemagne du déficit zéro, le « schwarze Null », a confirmé vendredi la chancellerie, Angela Merkel. Le financement était donc au centre de l'ultime bataille entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates membres du gouvernement de coalition. Les premiers plaidaient pour augmenter la fiscalité sur le CO₂ ; les seconds ont

défendu jusqu'au dernier moment les instruments de marché. Dans la dernière ligne droite et sans vraie surprise, c'est un système hybride qui est sorti du four. Le marché des certificats d'émission, qui jouait jusqu'ici seulement pour l'industrie et les centrales électriques, sera étendu aux transports et au secteur immobilier. Un prix d'entrée d'une dizaine d'euros sera fixé en 2021, pour progresser ensuite jusqu'en 2026, a expliqué Angela Merkel.

« Personne ne restera sur le bas-côté de la route » Loin, très loin des 200 à 400 euros par tonne de CO₂ à l'horizon 2050 nécessaires pour « avoir un véritable effet dissuasif sur la consommation et incitatif pour l'investissement », note Claudia Kemfert, de l'Institut allemand pour la recherche économique de Berlin, le DIW plutôt marqué à gauche.

L'ombre des « gilets jaunes » français planait clairement derrière la mise en scène de cet accord obtenu à l'arraché. Les négociateurs SPD, qui devront décider en

Angela Merkel n'a pu que constater, « face à la jeunesse qui manifeste dehors », que l'Allemagne n'a pas tenu l'engagement pris en 2007 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990 avant 2020.

décembre s'ils restent dans le gouvernement de coalition, n'ont pas manqué de mettre en avant le volet social du plan. « Nous voulons donner le signal que personne ne restera sur le bas-côté de la route » a plaidé la codirigeante du SPD, Malu Dreyer. L'impact sur le prix de l'essence, plus 3 cents par litre en 2021, pour arriver à 10 cents en 2026, serait donc compensé par des allègements fiscaux aux « navetteurs ». Parallèlement des déductions fiscales encourageront l'achat de véhicules électriques. Plutôt que de les interdire, le plan choisit aussi de subventionner le remplacement progressif des chauffages au mazout, plutôt que des mesures coercitives.

Les industriels allemands ont accueilli froidement ce plan en demi-teinte. « En l'absence de technologies alternatives, de nombreuses entreprises ne pourront pas éviter la hausse du prix du CO₂ », fait valoir Eric Schweitzer, président de la Chambre de commerce et d'industrie allemande. Bornes de recharge pour les dix millions de véhicules

électriques que l'Allemagne veut lancer sur ses routes d'ici à 2030, abandon des énergies fossiles alors que les renouvelables ne constituent encore que 46 % du mix allemand... le plan comporte encore beaucoup de zones d'ombre.

Pour Angela Merkel, qui se voulait il y a dix ans la « chancellerie du climat », le bilan est mitigé. Elle arrivera bien ce lundi au Sommet des Nations unies pour le Climat à New York avec un « plan » copieux de près de 300 pages. En revanche, elle n'a pu que constater, « face à la jeunesse qui manifeste dehors », que l'Allemagne n'a pas tenu l'engagement pris en 2007 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990 avant 2020. Les ambitions sont aujourd'hui plus modestes : -30 % en 2023 et -55 % en 2030. Saluant avec insistance la détermination de la Suédoise Greta Thunberg, Angela Merkel s'est montrée plus résignée : à « la différence de la science et de l'impatience de la jeunesse, la politique est l'art du possible ». ■

Elle a dit



A « la différence de la science et de l'impatience de la jeunesse, la politique est l'art du possible. »

ANGELA MERKEL
Photo Shutterstock

Les éoliennes sèment la zizanie en Allemagne

Elles fournissent déjà 20 % de l'électricité en Allemagne. Le gouvernement va cependant devoir gérer l'opposition grandissante des riverains. Reportage dans le Brandebourg.

Ninon Renaud

Twitter NinonRenaud
—Correspondante à Berlin

A mi-chemin entre Berlin et la mer Baltique, Angermünde vante aux voyageurs sortant de la gare de la ville ses attraits sur des panneaux d'affichage aux photos avantageuses : centre historique coquet aux maisons à colombages restaurées, monastère franciscain, fortifications, mais aussi réserve naturelle et parc national de la basse vallée de l'Oder leur promettent culture et calme. A condition de se tenir à distance des éoliennes qui ont poussé

comme des champignons tout autour de la ville.

Ce portrait idyllique, les habitants d'Angermünde accusent en effet les autorités de l'avoir brouillé en y introduisant ces immenses hélices vrombissantes vissées sur des tiges de 50 mètres, voire de 200 mètres pour les éoliennes de dernière génération. « Ma maison se situe à 1.300 mètres d'un des parcs et j'accumule les migraines. Si cela continue, je devrai déménager », se plaint Rainer Ebeling.

Initiatives citoyennes

Le sexagénaire installé depuis trente ans à Crussow, à 5 kilomètres d'Angermünde, est porte-parole du collectif citoyen local de lutte contre le déploiement des éoliennes, que le vrombissement et les ultrasons indisposent. Sur les quelque 550 habitants de sa commune, 400 en sont membres. Il faut dire que le

parc éolien occupe déjà 160 hectares et 200 hectares de champs supplémentaires en bordure de réserves naturelles doivent être colonisés. Dans le Brandebourg, Angermünde n'est pas un exemple isolé, le Land concentrant, juste derrière la Basse-Saxe, 12 % du parc de 30.000 éoliennes allemandes. Mais les autres Länder ne sont pas en reste : l'Allemagne compte plus de 1.000 initiatives citoyennes de ce type. Rainer Ebeling ne se fait cependant pas d'illusions sur leur capacité d'influence. « Personne n'entend nos arguments, qu'il s'agisse de santé ou de protection de la nature, les autorités ont des œillères », se plaint-il.

Et pour cause, pour tenir ses engagements en matière de réduction d'émissions de dioxyde de carbone, l'Allemagne n'a d'autre choix que de mettre les bouchées doubles sur les énergies renouvelables. Elle a en effet décidé de fermer sa dernière

« Personne n'entend nos arguments, qu'il s'agisse de santé ou de protection de la nature, les autorités ont des œillères. »

RAINER EBELING
Porte-parole du collectif citoyen d'Angermünde

centrale nucléaire en 2021. L'objectif est que les énergies vertes fournissent 65 % de la production d'électricité en 2030, contre près de 40 %

actuellement. Dans ce mix, les éoliennes fournissent déjà 20 % de la production d'électricité. Or le secteur affiche actuellement les plus grandes difficultés : depuis 2016, dernière année avant le passage d'un système de tarif subventionné à celui d'enchères, la pression sur les prix a provoqué la faillite de nombreux petits acteurs, entraînant la disparition de 30.000 emplois.

Faute d'acteurs suffisants, les prix sont rapidement repartis à la hausse. Les autorisations étant par ailleurs distribuées au compte-gouttes et les plaintes se multipliant avec le développement du parc, l'installation de nouvelles éoliennes a chuté de 80 % depuis le début de l'année. « Au sommet organisé le 5 septembre par le ministre de l'Économie, Peter Altmaier, à Berlin, le message a été qu'il fallait faciliter les autorisations de construction et accélérer le déploiement des éoliennes », conclut, amer,

Rainer Ebeling. Cette incompréhension n'est pas étrangère au résultat des élections régionales du 1^{er} septembre : à Angermünde, il s'en est fallu de 3 voix pour que le parti d'extrême droite AfD, très critique vis-à-vis de la politique énergétique du gouvernement, n'arrive en tête devant les sociaux-démocrates.

Peu avant, le ministre-président du Brandebourg, Dietmar Woidke, avait pourtant promis de verser 10.000 euros par éolienne aux communes concernées et de proposer au Conseil fédéral (Bundesrat) que les Länder redonnent aux communes la main sur l'aménagement des parcs éoliens. « Les Länder n'abandonneront pas leurs prérogatives », estime-t-on, sceptique, à la mairie d'Angermünde. Quant à l'argent, « cela ne compensera pas notre qualité de vie perdue », rétorque Rainer Ebeling. Le fossé sera difficile à combler. ■

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/les-eoliennes-sequent-la-zizanie-en-allemanne-1133759>

Windenergieanlagen richten in Deutschland großen Schaden an

Sie liefern bereits 20% des Stroms in Deutschland und ihr Einsatz ist für das Land von strategischer Bedeutung, wenn es seine Klimaschutzverpflichtungen erfüllen will. Die Regierung muss sich jedoch mit dem wachsenden Widerstand der Anwohner auseinandersetzen.
Reportage in Brandenburg.

Gepostet am 23. September 2019 um 7:30 Uhr

Auf halbem Weg zwischen Berlin und der Ostsee rühmt sich Angermünde der Reisenden, die aus dem Bahnhof der Stadt kommen, und seiner Sehenswürdigkeiten auf Plakaten mit interessanten Fotos: ein charmantes historisches Zentrum mit restaurierten Fachwerkhäusern, ein Franziskanerkloster, Befestigungsanlagen und auch ein Reservat Natur- und Nationalpark des unteren Odertals versprechen ihnen Kultur und Ruhe. So lange du dich von Windkraftanlagen fernhältst, die in der ganzen Stadt wie Pilze wachsen.

In diesem idyllischen Porträt werfen die Angermünder den Behörden vor, mit der Einführung dieser riesigen, auf Stangen von 50 Metern oder 200 Metern geschraubten Propeller für Windkraftanlagen der letzten Generation Krach gemacht zu haben. "Mein Haus ist 1.300 Meter von einem der Parks entfernt und ich sammle Migräne. Wenn das so bleibt, muss ich umziehen", klagt Rainer Ebeling.

Über 1.000 Bürgerinitiativen

Der 60-Jährige, der seit 30 Jahren in Crussow, 5 Kilometer von Angermünde entfernt, lebt, ist der Sprecher des örtlichen Bürgerkollektivs gegen den Einsatz von Windkraftanlagen, bei denen Brüllen und Ultraschall unangenehm sind. Von den rund 550 Einwohnern seiner Gemeinde sind 400 Mitglieder. Es muss gesagt werden, dass der Windpark bereits 160 Hektar umfasst und 200 Hektar zusätzliche Felder, die an Naturschutzgebiete grenzen, besiedelt werden müssen.

Niemand hört unsere Argumente, ob es sich um Gesundheits- oder Naturschutz handelt, die Behörden haben Scheuklappen

In Brandenburg ist Angermünde kein Einzelfall, da sich hinter Niedersachsen 12% des Parks mit 30.000 deutschen Windenergieanlagen befinden. Die anderen Bundesländer bleiben jedoch nicht außen vor: In Deutschland gibt es mehr als 1.000 Bürgerinitiativen dieser Art. Rainer Ebeling macht sich jedoch keine Illusionen über ihre Einflussmöglichkeiten. "Niemand hört unsere Argumente, ob Gesundheits- oder Naturschutz, die Behörden haben Scheuklappen", klagt er.

Deutschland hat aus gutem Grund keine andere Wahl, als die erneuerbaren Energien doppelt zu

belasten, um seinen Verpflichtungen zur Reduzierung der Kohlendioxidemissionen nachzukommen. Es hat beschlossen, sein letztes Kernkraftwerk im Jahr 2021 zu schließen.

Der Markt der Windkraftanlagen im freien Fall

Ziel ist es, im Jahr 2030 65% der Stromerzeugung mit grüner Energie zu versorgen, verglichen mit derzeit fast 40%. In diesem Mix liefern Windenergieanlagen bereits 20% der Stromerzeugung. Die Branche ist derzeit jedoch mit den größten Schwierigkeiten konfrontiert: Seit 2016, dem letzten Jahr vor dem Übergang von einem subventionierten Tarifsystem zu einem Auktionssystem, hat der Preisdruck den Bankrott vieler kleiner Unternehmen verursacht, und 30.000 sind verschwunden Arbeitsplätze.

Mangels ausreichender Akteure steigen die Preise wieder rasant an. Zulassungen werden auch fallweise verteilt und Beschwerden häufen sich mit der Entwicklung des Parks, die Installation neuer Windturbinen ist seit Jahresbeginn um 80% gesunken. "Auf dem Gipfel, den Wirtschaftsminister Peter Altmaier am 5. September in Berlin organisierte, lautete die Botschaft, dass es notwendig sei, Baugenehmigungen zu erleichtern und den Einsatz von Windkraftanlagen zu beschleunigen", resümierte Rainer Ebeling bitter.

Die Kluft vergrößert sich

Dieses Unverständnis hat nichts mit dem Ergebnis der Regionalwahlen vom 1. September zu tun: In Angermünde erhielt die rechtsextreme Partei AfD 3 Stimmen, was sehr kritisch für die Energiepolitik von ist Regierung, kommt vor den Sozialdemokraten.

Brandenburgs Ministerpräsident Dietmar Woidke hatte kurz zuvor zugesagt, 10.000 Euro pro Windenergieanlage an die betroffenen Gemeinden zu zahlen und dem Bundesrat vorzuschlagen, dass die Länder den Gemeinden die Kontrolle über die Entwicklung der Windparks zurückgeben. "Die Länder werden ihre Vorrechte nicht aufgeben", ist der Bürgermeister von Angermünde skeptisch. Was das Geld angeht, "wird es unsere verlorene Lebensqualität nicht kompensieren", sagt Rainer Ebeling. Die Lücke wird schwer zu füllen sein.

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-gouvernement-allemand-accouche-dun-plan-hybride-pour-le-climat-1133427>

Klima: Der 100-Milliarden-Merkel-Plan wird kritisiert

Die Koalitionsparteien von Angela Merkel haben ein Paket sozialer Anreize und Marktinstrumente mit der Einführung von Emissionszertifikaten für Verkehr und Immobilien zusammengestellt. Ein Plan, den Industrie und NGOs bereits kritisiert haben.

Veröffentlicht am 20. September 2019 um 17:32 Uhr

Aktualisiert am 22. September 2019 um 19:20 Uhr

Nach einem Sommer und einem letzten Verhandlungsmarathon in der Nacht von Donnerstag auf Freitag hat die Bundesregierung eine Einigung über ihren Aktionsplan für das Klima erzielt. Der Druck war mit mehr als 270.000 Demonstranten nach der "Friday for Future" -Bewegung, die nur wenige Schritte von der Berliner Kanzlei entfernt war, sehr groß. Das Ergebnis ist beachtlich: Bis 2023 sollen 54 Milliarden Euro und bis 2030 bis zu 100 Milliarden Euro investiert werden, um den CO₂-Ausstoß zu senken. Alles ohne vom heiligen Grundsatz in Deutschland abzuweichen, bestätigte am Freitag die Kanzlerin Angela Merkel das Nulldefizit, die "schwarze Null".

Ein hybrides Finanzierungssystem

Die Finanzierung stand daher im Mittelpunkt des ultimativen Kampfes zwischen Sozialdemokraten und Christdemokraten in der Koalitionsregierung. Ersterer plädierte für eine Erhöhung der CO₂-Besteuerung; Letzterer verteidigte die Marktinstrumente bis zum letzten Moment.

In der Schlussgeraden ist es kein Wunder, dass es sich um ein Hybrid-System handelt, das aus dem Ofen kommt. Der Markt für Emissionszertifikate, der bisher nur für Industrie und Kraftwerke genutzt wurde, wird auf den Verkehr und den Immobiliensektor ausgeweitet. Ein Einstiegspreis von zehn Euro soll 2021 festgelegt werden, dann soll es bis 2026 weitergehen, sagte Angela Merkel.

Soziale Komponente

Weit, sehr weit von 200 bis 400 Euro pro Tonne CO₂ bis zum Jahr 2050, um "einen wirklichen Abschreckungseffekt auf den Verbrauch und einen Anreiz für Investitionen zu haben", sagt Claudia Kemfert vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung Von Berlin aus ist das DIW eher links ausgedeutet.

Der Schatten der französischen "gelben Westen" schwebte deutlich hinter der Inszenierung dieser Vereinbarung, die mit der Entnahme erzielt wurde. Die SPD-Unterhändler, die im Dezember entscheiden müssen, ob sie in der Koalitionsregierung bleiben, haben es nicht versäumt, die soziale

Komponente des Plans herauszustellen. "Wir wollen signalisieren, dass niemand am Straßenrand bleiben wird", sagte SPD-Co-Chef Manu Dreyer.

Die Auswirkungen auf den Benzinpreis von 3 Cent pro Liter im Jahr 2021 auf 10 Cent im Jahr 2026 würden durch Steuererleichterungen für "Pendler" ausgeglichen. Gleichzeitig werden Steuerermäßigungen den Kauf von Elektrofahrzeugen fördern. Anstatt sie zu verbieten, sieht der Plan auch vor, den schrittweisen Austausch von Ölheizungen anstelle von Zwangsmaßnahmen zu subventionieren.

Merkel trat zurück

Deutsche Industrielle begrüßten diesen Halbtonplan kalt. "Ohne alternative Technologien können sich viele Unternehmen steigenden CO2-Preisen nicht entziehen", sagt Eric Schweitzer, Präsident der Industrie- und Handelskammer. Ladestationen für die zehn Millionen Elektrofahrzeuge, die Deutschland bis 2030 auf die Straße bringen will, der Verzicht auf fossile Brennstoffe, während die erneuerbaren Energien nur noch 46% des deutschen Mix ausmachen ... der Plan hat noch viele Bereiche Schatten.

Für Angela Merkel, die vor zehn Jahren die Kanzlerin des Klimas werden wollte, ist die Bilanz uneinheitlich. Sie wird am Montag mit einem herzhaften "Plan" von fast 300 Seiten zum Klimagipfel der Vereinten Nationen nach New York kommen. Auf der anderen Seite konnte nur festgestellt werden, dass Deutschland "angesichts der Jugendlichen, die draußen demonstrieren", die 2007 eingegangene Verpflichtung, seine Treibhausgasemissionen um 40% pro Jahr zu senken, nicht eingehalten hat. im Vergleich zu 1990 vor 2020.

Die Ambitionen sind jetzt bescheidener: Weniger als 30% im Jahr 2023 und weniger als 55% im Jahr 2030. Angela Merkel begrüßt eindringlich die Entschlossenheit der Schwedin Greta Thunberg und hat sich hinter dem Rücktritt verschanzt: "Im Gegensatz zu Wissenschaft und Von der Ungeduld der Jugend ist Politik die Kunst des Möglichen. "